

Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/DW

**Arrêté préfectoral imposant à la société FRAMATOME des prescriptions  
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à  
MAUBEUGE**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 imposant à la SOCIÉTÉ DE MAINTENANCE DU NUCLÉAIRE (SOMANU) des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à MAUBEUGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2018 imposant à la SOMANU des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à MAUBEUGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 portant changement d'exploitant de l'installation SOMANU située à MAUBEUGE au profit de la société FRAMATOME et modifiant les prescriptions applicables à l'installation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 février 2021 imposant à la société FRAMATOME des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son site situé à MAUBEUGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2022 imposant à la société FRAMATOME des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son site situé à MAUBEUGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 11 janvier 2024 relatif à l'utilisation de l'hydrazine en mélange pour une concentration supérieure à 5 % et reprise à la rubrique 4733 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, complété le 1er septembre 2025 pour son installation située à MAUBEUGE ;

Vu le rapport du 27 février 2026 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis sur l'aspect non substantiel de la modification des conditions d'exploitation de l'installation existante ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 10 mars 2026 ;

Vu le retour de l'exploitant indiquant qu'il ne formule pas d'observation ;

Considérant ce qui suit :

1. les modifications sollicitées modifient le classement de l'établissement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées en ajoutant la rubrique 4733 soumise à déclaration aux rubriques déjà autorisées ;
2. les modifications sollicitées ne sont pas de nature à nécessiter une nouvelle autorisation environnementale car elles ne sont pas caractérisées comme substantielles ;
3. l'exploitant indique qu'il respectera les prescriptions types de l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 hormis les articles 2.4.2 et 2.4.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel susvisé pour lesquelles il propose des demandes d'aménagements ;
4. l'exploitant a fait une demande d'aménagement aux dispositions des articles 2.4.2 et 2.4.4 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 en proposant des mesures compensatoires comme le prévoit l'article 3 de ce même arrêté (le préfet peut, pour une installation donnée, adapter par arrêté les dispositions des annexes dans les conditions prévues aux articles L. 512-12 et R. 512-52 du code de l'environnement susvisé) ;
5. les mesures compensatoires proposées par l'exploitant permettent de minimiser autant que possible la probabilité d'un incendie à proximité de la zone de stockage et d'emploi de l'hydrazine ;
6. les modifications nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La société FRAMATOME, dont le siège social est situé 1, place Jean Millier – Tour AREVA – 92 400 COURBEVOIE, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'établissement de MAUBEUGE situé Z.A.C de Grévaux les Guides sur la parcelle AT0461.

## Article 2 – Code du travail

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

## Article 3 – Modification de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2021

Le tableau de l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2021 est remplacé par le tableau suivant :

| Rubrique | Libellé de la rubrique  | Quantité maximale  | Régime |
|----------|---|--|--------|
| 1716.1   | <b>Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R.1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies.</b><br>1. Les substances radioactives ne sont pas uniquement d'origine naturelle et la valeur de QNS est égale ou supérieure à $10^4$ ;  | $Q = 3,92.10^7$  | A      |
| 2797.1   | <b>Gestion des déchets radioactifs mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial :</b><br>Déchets radioactifs (gestion des) mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial, hors accélérateurs de particules, secteur médical, dès lors que leur quantité susceptible d'être présente est supérieure à $10\text{ m}^3$ et que les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies.<br>1. Activités de gestion de déchets radioactifs hors stockage (tri, entreposage, traitement...) (A) ; | Déchets solides = $380\text{ m}^3$<br><br>Déchets liquides = $70\text{ m}^3$         | A      |
| 2565.2.a | <b>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. :</b><br>2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant :<br>a) Supérieur à $1\,500\text{ L}$ (E) ;<br>b) Supérieur à $200\text{ L}$ , mais inférieur à $1\,500\text{ L}$ (DC) ;   | Bains d'un volume de $18\,750\text{ L}$ sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures | E      |
| 2560.2   | <b>Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b :</b><br>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :<br>2. Supérieure à $150\text{ kW}$ , mais inférieure ou égale à $1\,000\text{ kW}$ (DC) ;  | Puissance = $850\text{ kW}$  | DC     |

| Rubrique | Libellé de la rubrique   | Quantité maximale | Régime |
|----------|--|-------------------|--------|
| 4733     | <b>4.7 Substances et mélanges nommément désignés</b><br>Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, <u>hydrazine</u> , 2-naphthylamine et/ou ses sels, 4 nitrodiphényle et 1,3-propanesultone. | 102 kg            | D      |

**Article 4 – Modification de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2021**

Le tableau de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2021 est remplacé par le tableau suivant :

| Dates           | Textes   |
|-----------------|--|
| 23 janvier 1997 | Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement   |
| 2 février 1998  | Arrêté ministériel relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation   |
| 29 juillet 2005 | Arrêté ministériel modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005  |
| 30 octobre 2007 | Arrêté ministériel du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733 » <u>à l'exception des articles 2.4.2 et 2.4.4 de l'annexe 1</u>                  |
| 31 janvier 2008 | Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets  |
| 7 juillet 2009  | Arrêté ministériel relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence   |
| 11 mars 2010    | Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère   |
| 27 octobre 2009 | Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement  |
| 29 février 2012 | Arrêté ministériel modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement   |
| 31 mai 2012     | Arrêté ministériel modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement   |
| 23 juin 2015    | Arrêté ministériel modifié relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées |

| Dates           | Textes  |
|-----------------|---|
| 27 juillet 2015 | Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2560  |
| 9 avril 2019    | Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement |

#### Article 5 – Ajout d'un article à l'arrêté préfectoral du 9 février 2021

Il est ajouté l'article suivant à l'arrêté préfectoral du 9 février 2021 :

« Article 8.10 - Dispositions applicables à certaines installations

Article 8.10.1 - Dispositions applicables à l'installation « banc d'essai utilisant de l'hydrazine »

##### Article 8.10.1.1

*Le stockage de toute substance combustible est interdit (y compris de déchets) sur une zone de 5 mètres autour du stockage de la zone « banc d'essai utilisant de l'hydrazine ».*

*Cette zone est matérialisée de manière claire et pérenne par l'exploitant.*

*L'exploitant informe tout personnel (ses salariés ou ceux des entreprises extérieures) susceptibles d'intervenir sur cette zone, de cette interdiction.*

##### Article 8.10.1.2

*Les armoires électriques à proximité immédiate de la zone « banc d'essai utilisant de l'hydrazine » sont munies d'un système d'extinction automatique de type passif (dont le déclenchement ne dépend pas d'un système électrique ou d'une action humaine). Ce système est raccordé au système de détection incendie déjà existant. La maintenance et le contrôle de ces équipements sont réalisées selon les modalités et fréquences définies par l'exploitant.*

*La maintenance de ce dispositif prend en compte le risque éventuel d'anoxie. ».*

#### Article 6 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

## Article 7 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Article 8 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de MAUBEUGE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de MAUBEUGE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2026>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **26 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

